

CAUCASE DU SUD : L'HEURE DES GRANDES MANŒUVRES

PAR

Gaïdz MINASSIAN*

La guerre des Cinq jours entre la Russie et la Géorgie (7-12 août) a considérablement modifié le visage du Caucase du Sud. La démonstration de force de la Russie, cet été, a en effet fragilisé le pivot régional qu'est la Géorgie en tant qu'interface incontournable des économies locales. Déboussolés, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont ressenti cette poussée militaire russe comme l'ouverture d'une ère nouvelle. L'équilibre régional s'est rompu. Cette redistribution des cartes sud-caucasienne a également été profitable aux deux puissances voisines, la Turquie et l'Iran. La neutralité de ces dernières dans le conflit a été l'occasion d'accroître leur influence sur cette zone disputée entre Russes et Occidentaux. Dans sa quête de puissance, l'ambition de la Russie consiste à vouloir reprendre la main sur l'ensemble des processus du désenclavement régional et fermer ainsi la parenthèse « américaine » dans le Caucase du Sud, en vigueur depuis la chute du Mur de Berlin. Ce défi géopolitique ouvre la voie à de grandes manœuvres dans la région et soulève de nouveaux enjeux : le régime de Mikheil Saakachvili surmontera-t-il cette épreuve ? la présence euro-atlantique subsistera-t-elle aux coups des Russes ? la paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, à propos du Haut-Karabakh, autre conflit gelé, sera-t-elle maintenue dans ce vaste chantier dont le maître d'œuvre est une Russie conquérante ?

LES CONDITIONS DE LA RESTRUCTURATION

L'onde de choc de la guerre des Cinq jours a aussitôt été ressentie en Arménie et en Azerbaïdjan, premiers pays victimes des dommages collatéraux. Etat enclavé, l'Arménie a perdu 90 % de ses approvisionnements et s'est empressée de dépêcher des techniciens en Géorgie pour participer à la réparation des infrastructures du pays et assurer le fonctionnement de son économie. L'Azerbaïdjan a fermé ses oléoducs en direction de la Géorgie et transféré son pétrole vers un autre pipeline russe, situé plus au nord. Aux premières heures de la guerre, les présidents arménien et azéri Serge Sarkissian et Ilham Aliiev, qui se trouvaient à Pékin pour l'ouverture des Jeux olympiques, ont réagi avec retenue. L'Arménie, alliée de la Russie au sein de l'OTSC mais pays ami de la Géorgie, a appelé à un règlement politique de la crise. L'Azerbaïdjan, alliée de la Géorgie mais partenaire économique de la Russie, a demandé à « *ses amis russe et géorgien de se réconcilier* ». Moscou n'attendait pas davantage de ces voisins méridionaux, tout comme elle n'a pas pris ombrage de leur refus de reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Au contraire, en réaction à la reconnaissance du Kosovo par les Occidentaux, la Russie n'a jamais associé le Haut-Karabagh dans ses menaces de reconnaître l'indépendance des deux provinces séparatistes de Géorgie. Elle refuse toute comparaison entre ces trois conflits et sa

* Chercheur au Groupe d'analyse politique-défense, relations internationales, sécurité (GAPDRIS) de l'Université de Nanterre (Paris X, France).

ligne de conduite se fonde sur une lecture à géométrie variable de l'intangibilité des frontières et de l'autodétermination des peuples. Ainsi, Le Kremlin a entraîné Arméniens et Azéris dans ses grandes manœuvres dans le but de retrouver un *leadership* à la faveur d'un nouvel agenda régional.

Le nouveau leadership russe

La nouvelle politique transcaucasienne de la Russie rompt après deux décennies de diplomatie passive en direction des trois Etats. Le Caucase du Sud comme l'Asie centrale sont redevenus des priorités stratégiques et économiques dans la perspective de retrouver une position dominante sur tout l'espace post-soviétique, à commencer par l'enjeu des trois mers – Baltique, Noire et Caspienne. Elle s'inscrit dans ce qu'Yves Boyer appelle la stratégie de pénétration globale de l'ensemble des circuits économiques et politiques internationaux. Et pour y parvenir dans le Caucase du Sud, les stratèges russes se fondent sur un vecteur et une méthode de domination complémentaires.

Les Russes visent avant tout à lancer de nouveaux projets de désenclavement régional supplantant l'ensemble des processus en cours qu'ils ne maîtrisent pas ou peu. Ces projets sont de nature aussi bien politique (normalisation avec l'Azerbaïdjan, affaiblissement du régime en Géorgie, intégration de l'Arménie) qu'économique (projets de nouvelles lignes ferroviaires et contrôle des richesses en hydrocarbures). A Moscou, si on a intégré l'idée que le Caucase du Sud n'a plus rien à voir avec son ancienne image d'impasse soviétique, cela ne signifie pas qu'il faut assister les bras croisés à son basculement dans le camp occidental favorable à sa mutation en carrefour pro-américain entre l'Europe et l'Asie. La Russie dispose aujourd'hui de moyens économiques suffisants pour reprendre la main sur l'isthme caucasien et en faire certes un carrefour, mais sous domination de son capitalisme d'Etat. Ce mouvement d'ensemble procède d'une volonté de créer les contours d'un espace eurasiatique homogène, capable d'entraîner dans son sillage l'ensemble des acteurs régionaux. C'est pourquoi Moscou fait comprendre que son plan de désenclavement sera profitable à tous, aussi bien aux pays du Caucase du Sud qu'à la Turquie, l'Iran au détriment des Etats-Unis.

Cette reprise du Caucase du Sud n'a en effet de sens que si les Russes parviennent à réduire la présence américaine dans la région. Depuis une vingtaine d'années, la stratégie américaine a consisté à prendre appui sur des problématiques régionales. Assemblés les uns aux autres, ces processus sont voués à créer, sous l'égide des Etats-Unis, un espace de convergence et d'interconnexions. Il en va ainsi de l'alliance avec la Géorgie démocratique ; du dialogue arméno-turc financé par le Département d'Etat américain ; du contrôle des hydrocarbures de l'Azerbaïdjan ; mais aussi du conflit du Haut-Karabagh à la charge du groupe de Minsk de l'OSCE présidé par les Etats-Unis, la Russie et la France. Pour les Russes, l'heure est venue de mettre un terme à cette stratégie de pénétration américaine en suivant quatre objectifs : stopper les quatre processus en cours, désactiver les leviers américains en poussant peu à peu Washington à la marge, proposer de nouvelles perspectives aux acteurs impliqués et neutraliser tout autre processus régional.

La présence américaine en Géorgie constitue le premier levier que les Russes cherchent à désactiver. Aux yeux des Russes, la guerre des Cinq jours a compromis le processus d'adhésion de la Géorgie à l'OTAN en augmentant son facteur risque. Le régime de Mikheil Saakachvili est sorti affaibli de cette crise, amputé de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Moscou a signé des accords de défense avec Soukhoumi et Tsinikhvali et compte une forte présence militaire dans ces « Etats ». A Moscou, on n'ignore pas que les Géorgiens accordent autant d'importance à l'unité territoriale qu'à leur sécurité. La Russie joue donc la carte du

pourrissement de la situation en Géorgie et parie sur une dégradation des rapports entre l'opposition et Mikheil Saakachvili, puisque, comme l'a dit Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, « *la Russie n'a pas de problème avec les Géorgiens mais avec leurs autorités* ».

La Russie veut également supplanter les Etats-Unis dans le règlement du problème entre l'Arménie et la Turquie, deux Etats sans relations diplomatiques. Depuis 1993, Ankara a fermé sa frontière avec Erevan en solidarité avec l'Azerbaïdjan et par hostilité à l'égard de l'Arménie, attachée à la reconnaissance du génocide de 1915. Depuis la chute de l'URSS, les Américains se sont beaucoup investis dans la résolution de ce dossier. La Russie a tardé à réagir. Toutefois, considérant qu'un projet de reconnaissance du génocide par Washington risquerait de séduire la société arménienne et que cette normalisation sous l'égide des Américains pourrait déplacer le curseur du Caucase du Sud vers les Etats-Unis, les autorités russes ont fait du dialogue arméno-turc une priorité de leur agenda. La Russie a imposé son calendrier diplomatique à l'Arménie dirigée par Serge Sarkissian, élu en février 2008. En effet, c'est à partir de Moscou, lors de son premier voyage à l'étranger en juin 2008, que le Président arménien a publiquement invité son homologue turc, Abdullah Gül, à se rendre à Erevan le 6 septembre 2008 pour assister au match de football Arménie-Turquie comptant pour les éliminatoires de la coupe du monde de 2010. A cette « diplomatie du football » s'est conjugué l'accord d'Erevan à la proposition du premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan de créer une commission mixte d'historiens pour se réconcilier avec le passé. Jusqu'à maintenant, l'Arménie avait toujours rejeté cette proposition, considérant que l'histoire avait déjà jugé. Or, comme au bon vieux temps du dégel soviéto-turc, Moscou veut contenir le nationalisme arménien et examine directement avec Ankara la réouverture de la frontière arméno-turque dans l'espoir de sortir l'Arménie de son isolement.

Autre sujet pour les Russes, l'Azerbaïdjan doit revenir dans leur giron. Il faut donc neutraliser les nouveaux projets énergétiques des Américains dont la particularité est qu'ils contournent le territoire russe. Moscou n'a jamais digéré les pipelines BTC, BTS et BTE en activité ou en construction. Et en opposition au Nabucco, ce nouveau projet de gazoduc soutenu par Bruxelles et Washington et censé relier l'Asie centrale à l'Europe, les Russes construisent le South Stream. Moscou a mis la main sur l'exploitation des gisements d'Asie centrale et bloqué les négociations sur le statut de la Caspienne interdisant tout projet transcasprien. Or, l'Azerbaïdjan court inlassablement derrière un statut de territoire de transit énergétique pour conforter son indépendance et maintenir un rythme exceptionnel de croissance. Il faut donc également séduire Bakou. Après avoir scellé un partenariat économique en juillet 2008 lors de la visite de Dmitri Medvedev à Bakou, Moscou a proposé à l'Azerbaïdjan d'acheter l'ensemble de ses volumes de gaz disponibles aux prix internationaux.

Enfin, la Russie veut reprendre l'offensive dans la question du Haut-Karabagh, n'ayant jamais admis la prise en charge de ce conflit par l'OSCE, dont les Etats-Unis sont membres. Pendant seize ans, la Russie a gagné du temps, car sa position n'était pas assez forte pour imposer sa conception de la paix. Elle s'est également jouée de l'inflexibilité de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan pour faire traîner les négociations. Or, sous les pressions occidentales, Bakou et Erevan ont finalement dessiné les contours d'un protocole d'accord en 2007 : retrait arménien des territoires azéris, référendum sur le statut de la province, déploiement d'une force internationale et retour des réfugiés. Cependant, la Russie, dont la position s'est consolidée depuis, a choisi ce moment précis pour changer d'orientation. Elle n'est plus hostile à l'élargissement du format de négociations à d'autres acteurs, comme la Turquie. Tout comme elle s'oppose, à l'instar de l'Iran, à un éventuel déploiement de troupes

américaines dans la région, qui figure sur le document de travail du Groupe de Minsk. Un changement de cap qui accrédite l'idée d'un agenda régional.

Un agenda russe régional

La guerre des Cinq jours a été l'occasion de mesurer la stabilité des relations entre la Russie, la Turquie et l'Iran. Leur coopération régionale, désormais étroite, rompt avec une longue période de méfiance mutuelle. La neutralité des Turcs et des Iraniens dans ce conflit surgissant à leurs portes a même conforté la Russie dans l'idée d'accélérer la cadence des échanges avec ces puissances régionales, en les intégrant dans plusieurs projets de désenclavement du Caucase du Sud. Un regain de vent impérialiste soufflerait-il sur le Caucase du Sud ? Ankara, Téhéran et Moscou trouvent dans le Caucase du Sud un terrain propice à la construction d'un monde multipolaire, considérant que ce théâtre de leurs anciennes rivalités devait rester une zone de partage marquée par les trois civilisations slave, turque et persane, sans céder le moindre pouce de terrain à tout intrus venu d'Occident.

La diplomatie d'autonomisation de la Turquie à l'égard des Etats-Unis favorise les plans de la Russie. Ankara a multiplié les démarches en vue de conforter son influence dans la région. La confiance avec la Russie étant rétablie, la Turquie ne s'opposerait plus à la participation de l'Arménie au projet de création d'une ligne ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars. Après deux mois de réflexion, le président Abdullah Gül a accompli une visite historique en Arménie, donnant un coup de fouet à la levée du tabou arménien dans la société turque. Un geste fortement symbolique, prolongé par une rencontre, fin septembre, entre les trois ministres des Affaires étrangères, turc, arménien et azéri, à propos du Haut-Karabagh, en marge de la 63^e Assemblée générale des Nations Unies à New York. La Turquie suit une logique multilatéraliste lorsqu'elle propose la création d'une Plateforme de coopération et de stabilité dans le Caucase du Sud. L'Arménie, l'Azerbaïdjan ont salué cette initiative ; la Russie également, après avoir obtenu d'Ankara la garantie que les Etats-Unis n'en feraient pas partie. Seule la Géorgie s'est opposée à cette démarche en raison du contentieux avec Moscou.

Tenu à l'écart de cette proposition de pacte de stabilité, l'Iran ne renonce pas pour autant à jouer un rôle de stabilisateur en proposant à son tour la création d'un système de sécurité régionale. Renforcé par le coup porté par les Russes à l'alliance américano-géorgienne, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a offert sa médiation dans les différents conflits du Caucase du Sud. Cependant, le bras de fer qui l'oppose à la communauté internationale concernant le volet militaire de son programme nucléaire fragilise sa position. A Washington, les plans de destructions des sites sensibles iraniens par des frappes aériennes américaines sont toujours sur la table. Téhéran se méfie également de raids unilatéraux de la part d'Israël. La menace qui pèse sur Téhéran ralentit dès lors sa participation dans l'économie mondiale. Or, l'Iran, qui détient les deuxièmes réserves mondiales d'hydrocarbures, ressent le besoin urgent d'acheminer ses richesses énergétiques vers les marchés européens. Pris en tenaille entre l'Iraq et l'Afghanistan en guerres, il lui reste la route du nord-ouest – Turquie et du Caucase du Sud – pour relancer son économie. Partenaire fragile de la Russie, Téhéran a signé plusieurs accords de coopération avec ses voisins du nord. Iraniens, Russes et Azéris ont finalisé le projet de construction d'une ligne de chemin de fer reliant leurs trois pays. L'Iran et l'Arménie développent leurs infrastructures. Après le gazoduc, place à une autoroute et une ligne de chemin de fer, dont les tronçons en Arménie sont sous contrôle russe. Concernant la Géorgie, Téhéran avance au coup par coup et ménage systématiquement Tbilissi, imputant aux Etats-Unis la

responsabilité des tensions avec la Russie. Enfin, l'Iran négocie avec la Russie son adhésion pleine et entière à l'Organisation de coopération de Shanghaï (OCS), tout comme elle discute avec Moscou de projets de pipelines vers l'Union européenne *via* l'Azerbaïdjan et la Russie.

LES ENJEUX DE LA MUTATION

Ce mouvement de fermeture aux influences occidentales en est encore à ses balbutiements. Loin d'être achevé, il soulève dès à présent trois enjeux. Le régime de Mikheil Saakachvili court-il le risque d'être renversé à Tbilissi ? Le dossier géorgien peut-il briser l'unité du camp occidental ? Du déclenchement de la guerre à nos jours, en passant par l'échec des premières négociations lors de la Conférence de Genève, le 15 octobre dernier, la Russie privilégie ses rapports avec la « vieille Europe » (France, Allemagne, Italie) au détriment des Etats-Unis et de leurs alliés ex-communistes (Pologne, Etats baltes). Enfin, la paix fragile entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabagh, l'autre dossier brûlant du moment, sera-t-elle maintenue, alors que les attentes des Etats-Unis et de la France ne correspondent pas nécessairement à celles de la Russie ?

De la survie du régime de Mikheil Saakachvili

En Géorgie, l'union sacrée derrière son président a longtemps prévalu. Et contrairement à ce que les faucons russes ont cru, la Géorgie ne s'est pas effondrée. Ce n'est pas un « Etat échoué ». Plusieurs raisons expliquent ce maintien des institutions nationales.

Le traumatisme de la déroute est encore fort dans la société et les esprits sont encore tournés vers la survie et la reconstruction. L'heure des comptes n'est pas encore arrivée, même si l'opposition a lancé sa première manifestation le 7 novembre, rassemblant quelque 10 000 personnes à Tbilissi contre le président M. Saakachvili. Or, le régime de ce dernier est solidement installé dans le pays. Les élections présidentielles et législatives de janvier et mai 2008, soit quelques mois avant la guerre, avaient renforcé son autorité dans le pays. En début de mandat, le rapport de force lui est donc largement favorable. L'opposition n'est pas unifiée et, sans leader national, il n'y a pas d'alternative sérieuse à Tbilissi. La guerre contre la Russie a démonétisé la Géorgie, mais ses infrastructures pétrolières (BTC, BTS et BTE) n'ont pas été endommagées. Américains et Européens lui ont apporté un franc soutien, confortant son ancrage à l'Ouest. Malgré ses indicateurs favorables à son maintien, Mikheil Saakachvili a pris plusieurs risques. Sa crédibilité en Occident est largement entamée. Nombreux sont les observateurs et les dirigeants politiques à condamner son aventure contre la Russie. On doute de sa sincérité et on l'évoque sous les traits d'un joueur. Même s'il se défend d'avoir enclenché les hostilités, plusieurs dirigeants géorgiens remettent en question ses capacités à diriger un Etat. L'ancienne présidente du Parlement, Nino Bourjanadzé est la seule personnalité susceptible à terme de fédérer l'opposition autour de l'idée d'élections générales anticipées.

Le retour de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud sous autorité géorgienne est plus que compromis. Il faudra plusieurs générations pour effacer la haine entre Ossètes et Géorgiens. Fragilisée, la Géorgie a pris le risque, en cas d'échec des négociations avec la Russie, d'être déstabilisée par ses minorités arméniennes et azéries du Samtskhe-Djavakhtie et de Kvemo-Kartli, qui ont des velléités d'autonomie. Le moral et les infrastructures de l'armée géorgienne sont lourdement endommagés. Cette guerre a pointé du doigt l'existence de liens militaires dangereux entre la Géorgie, les Etats-Unis et Israël. L'Allemagne, poids lourd au

sein de l'OTAN, s'oppose à la signature du *Membership Action Plan* avec la Géorgie et l'Ukraine, dossier qui sera examiné en décembre 2008. Dans ces conditions, Mikheil Saakachvili n'a plus la maîtrise du calendrier et le destin de son pays lui échappe en partie. D'où l'urgence, selon lui, de lutter contre les risques de divisions des diplomaties occidentales.

De la division des diplomaties européennes et américaines

Depuis les accords franco-russes signés les 12 août et 8 septembre 2008, les Européens sont devenus des acteurs à part entière dans le Caucase du Sud, une région qu'ils considéraient comme secondaire il y a peu de temps encore. La mission d'observation qu'ils conduisent en Géorgie aux abords des deux provinces ouvre une nouvelle page dans la Politique européenne de voisinage (PEV) de Bruxelles. Les Etats-Unis ont quant à eux maintenu leurs liens étroits avec la Géorgie en participant à hauteur d'un milliard de dollars à la reconstruction du pays.

Contrairement aux observations quelque peu alarmistes d'un scénario «à la géorgienne» en Ukraine, la Russie entend limiter la rhétorique de tensions avec les Occidentaux au dossier géorgien, manière pour elle d'imputer la responsabilité de la dégradation en Géorgie à la politique imprévisible de son président. Elle n'ignore pas non plus que tout déplacement de la crise internationale vers un autre terrain serait un acte contraire à ses intérêts, car il raffermirait l'unité du camp occidental. Or, c'est justement ce que les Russes veulent éviter. Ils tiennent à leur interdépendance avec l'Europe et comptent sur leur amitié avec la France, l'Allemagne et l'Italie, notamment pour ménager la position des 27 à leur égard. Aussi se réjouissent-ils de constater que la mission de l'UE en Géorgie est dirigée par un Allemand et un Français et que Bruxelles a désigné un représentant spécial en Géorgie, le Français Pierre Morel, alors que les Européens comptaient déjà un représentant spécial en la personne du Suédois Peter Semneby, très critique envers les Russes dans la crise géorgienne. Dans la perspective de la Conférence de Genève, les Russes n'ont pas voulu prêter le flanc à des critiques unanimes de Bruxelles s'ils avaient tenu des positions radicales à propos de la Géorgie et de l'OTAN. Ainsi, ils n'ont pas insisté auprès de leurs alliés de l'OTSC pour qu'ils reconnaissent l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Ils ont salué la coopération entre l'Arménie et la Géorgie et signalé que les exercices Cooperative Longbow/Lancer-2008 de l'OTAN en Arménie ne les préoccupaient aucunement. Ces différentes mesures ont trop souvent été qualifiées en Occident de revers de la diplomatie russe. Or, Moscou s'inscrit dans la durée et, à ses yeux, de même qu'il n'y avait aucune raison de tenir un discours agressif aux abords de la réunion en Suisse, il était exclu d'accepter d'entrer dans ce qui pourrait s'appeler un «processus de Genève», processus qu'il ne maîtrise point. D'où le fiasco prévisible de la conférence, largement compromise par ailleurs par la confusion autour du format et la précipitation dans ses préparatifs. Cependant, Russes et Européens ont laissé entrouverte la porte des négociations. Ainsi l'exigent leurs intérêts communs.

Néanmoins, les Occidentaux ne sont pas tombés dans le piège tendu par les Russes ; et, sur trois dossiers, Européens et Américains ont saisi la portée des grandes manœuvres russes dans la région et sont passés à la contre-attaque. En écho à la proposition du président russe Dmitri Medvedev de créer un nouveau système de sécurité en Europe, le président français Nicolas Sarkozy a émis le souhait, au nom de l'Union européenne, de tenir avant la fin de l'année 2009 un sommet de l'OSCE, en insistant sur le rôle des Etats-Unis dans la sécurité européenne. Dans un souci d'équilibre, il a par la même occasion proposé à la Russie

de créer un « *espace économique commun* » avec l'Union européenne. Deuxième exemple, les Etats-Unis ont eu l'occasion de mesurer les premiers signes d'un rapprochement entre la Russie et l'Azerbaïdjan, lors d'une visite de leur vice-président, Dick Cheney, à Bakou, le 4 septembre, dans le cadre d'une tournée en Ukraine et en Géorgie : non-respect du protocole à l'arrivée de la délégation américaine et annulation du dîner officiel de clôture de la visite. Pour masquer les apparences d'un éventuel froissement, Matthew Bryza, secrétaire adjoint au Département d'Etat chargé des affaires européennes et eurasiennes et co-président du Groupe de Minsk, s'est rendu le 18 septembre à Bakou, où, pour la première fois, il a publiquement déclaré que « *les Etats-Unis reconnaissent l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Azerbaïdjan et ce sera toujours ainsi* ». Washington cherche avant tout à donner à l'Azerbaïdjan des garanties sur la solidité de son partenariat, en échange de l'engagement de Bakou à réaliser le projet Nabucco remis en questions par quelques voix azéries.

Les Occidentaux savent que l'Azerbaïdjan pratique la surenchère avec tous les membres du Groupe de Minsk pour qu'ils exercent des pressions sur la position d'Erevan. Cependant, Washington comme Bruxelles tiennent également à associer l'Arménie au désenclavement régional et, pour contrecarrer les plans russes, les Occidentaux relancent l'idée d'un *peace pipeline* entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie en étudiant la possibilité de faire passer le projet Nabucco par Erevan. Par la même occasion, les Etats-Unis et l'Union européenne rejettent tout changement de format de règlement de la question du Haut-Karabagh. Ensemble, Européens et Américains se sont en outre engagés à reconstruire la Géorgie. La conférence des pays donateurs a promis une aide de 4,5 milliards de dollars à Tbilissi, dont 1 milliard de dollars de la part des Etats-Unis.

De la paix entre Erevan et Bakou

L'affaiblissement de la Géorgie a renforcé l'autorité de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan dans la région. La maturité avec laquelle ces deux jeunes Etats ont traversé la crise géorgienne a accru leur crédibilité auprès de la communauté internationale. Et pourtant, malgré leur sens des responsabilités, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont vu dans le coup de force russe une condition *sine qua non* de régler dans le compromis la question du Haut-Karabagh.

Leur neutralité dans la guerre des Cinq jours a surpris. Le président Serge Sarkissian n'aurait pas autorisé la Russie à utiliser ses bases en Arménie pour participer à la contre-attaque contre la Géorgie. Le président Ilham Aliev, dont le pays est membre du GUAM comme la Géorgie, n'a pas daigné se rendre chez son partenaire géorgien pour lui témoigner son soutien, contrairement au président ukrainien Viktor Youtchenko, accouru au chevet de son ami.

En réalité, cette pondération cache de part et d'autre une triple inquiétude. Après la guerre des Cinq jours, les armes peuvent-elles parler à nouveau dans le Haut-Karabagh ? A la lecture des événements en Géorgie, tout recours à la force pour résoudre ce conflit paraît exclu ou risqué. Depuis deux mois, le président Ilham Aliev a rompu avec sa rhétorique guerrière, admettant qu'il « *existait aujourd'hui de bonnes conditions préalables à la résolution du conflit, conformément aux intérêts de toutes les parties et aux principes du droit international* », sans les citer. Sa réélection à la tête du pays le 15 octobre – une formalité très critiquée par le rapport de la mission d'observation (UE, Conseil de l'Europe, OSCE) – lui donne les moyens de régler ce conflit par des moyens pacifiques.

L'indépendance du Haut-Karabagh est-elle à l'ordre du jour ? A Erevan, on fait remarquer que la présidence du Groupe de Minsk a valorisé l'autodétermination, en

reconnaissant soit l'indépendance du Kosovo (Etats-Unis, France), soit celle de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud (Russie). Par fidélité à Moscou, l'Arménie n'a toujours pas reconnu l'indépendance du Haut-Karabagh, mais elle appelle la *troïka* à reconnaître aux autorités de Stepanakert le droit de s'asseoir à la table des négociations. A Bakou, cette perspective reste pour l'heure inenvisageable tant que l'Arménie n'a pas amorcé son retrait de la zone de sécurité en territoire azéri. Surtout, ce sont les propos équivoques de Dmitri Medvedev sur la distinction qu'il opère entre « *souveraineté* » et « *intégrité* » qui inquiètent les autorités azéries. En fait, Arméniens et Azéris continuent de penser que les Russes et les Américains utiliseront la carte de l'indépendance du Haut-Karabagh comme un moyen de pression.

Comment est appréhendé le rôle de la Turquie

? A Erevan, la politique d'ouverture à l'égard de la Turquie répond à plusieurs motivations. En pleine tempête géorgienne, l'Arménie utilise le langage de la raison et, comme pour la Turquie, les chancelleries occidentales ont salué ce geste courageux. Erevan se félicite dès lors d'avoir évité les sanctions des Occidentaux après l'écrasement de la tentative de révolution colorée en mars 2008 ayant fait 10 morts et provoqué l'arrestation de plusieurs dizaines d'opposants. Elle se réjouit aussi d'avoir coupé l'herbe sous le pied de l'opposition favorable au dialogue avec Ankara. Le régime de S. Sarkissian ne boude pas non plus son plaisir de constater que la Turquie a désormais distingué l'Arménie dans sa politique sud-caucasienne, jusque-là alignée sur celle de l'Azerbaïdjan ; le mur turco-azéri se serait ainsi lézardé. Cependant, Erevan court un double risque dans cette affaire : elle légitime l'ambition de la Turquie d'impliquer davantage dans la question du Haut-Karabagh ; elle compromet l'action de sa diaspora en faveur de la reconnaissance du génocide, notamment par les Etats-Unis, puisque l'heure est au dialogue arméno-turc, non aux résolutions sur le passé.

* *

*

La bataille pour le contrôle des mers Caspienne, Noire et Baltique et leurs accès s'est intensifiée avec la guerre des Cinq jours. Les Russes, qui ont mis trois siècles à conquérir le Caucase, défendent désormais leurs intérêts par les armes. Il semble prématuré de s'avancer sur la réussite du vaste plan de Moscou, tout comme il est difficile d'affirmer que les Russes ont ouvert tous les chantiers de leur ambition. Leur grille de consolidation se heurte à celle des Américains et la confrontation risque de durer longtemps, sur fond de rhétorique de Guerre froide. Toutefois, une chose se précise aujourd'hui : ce sont les Russes qui maîtrisent désormais le calendrier. Ils ont repris la main et c'est peut-être le principal enseignement qu'on peut tirer de cette guerre-éclair. Les Russes inscrivent leur progression dans la durée et vont chercher à montrer un visage de respectabilité pour mieux avancer au coup par coup, sans faire la moindre concession. Aux Occidentaux de redoubler de vigilance, de conserver leurs acquis et d'assumer la place que les Russes occupaient à l'époque de leur reflux.

Si le spectre de la guerre semble s'être éloigné sans pour autant disparaître, le Caucase du Sud n'est cependant pas à l'abri d'autres soubresauts : quels seront les effets de la crise financière mondiale dans les relations internationales, dans les rapports américano-russes et sur les trois économies sud-caucasiennes ? « *La guerre du Haut-Karabagh n'est toujours pas finie* », a déclaré le président arménien Serge Sarkissian. Quatre mois après la visite d'A. Gül à

Erevan et deux mois après la rencontre I. Aliev-S. Sarkissian à Moscou, rien n'a changé dans les faits. Erevan s'impatiente jusqu'à reconsidérer sa position à propos de la commission mixte d'historiens. Quant à l'Azerbaïdjan, malgré son engagement en faveur d'une résolution politique du conflit du Haut-Karabagh, Ilham Aliev a déclaré qu'il n'avait pas renoncé à l'option militaire pour récupérer les territoires sous contrôle arménien. Outre cette question de paix régionale, d'autres interrogations demeurent : comment la communauté internationale va-t-elle gérer la question du nucléaire iranien, à l'heure du rapprochement entre la Russie et l'Iran dans la région et au moment où les inquiétudes sur d'éventuelles frappes américaines ou israéliennes sur Téhéran montent ? quel impact aura la montée de l'islamisme radical en Azerbaïdjan, au moment où le Caucase du Nord bascule dans la violence en Ingouchie et que la stabilité est précaire en Tchétchénie et au Daghestan voisins ? Enfin, quelle sera la stratégie caucasienne de la prochaine administration américaine ?